

Journal multimédia GOLD VII : Economies d'égalité et de soin

Vers des infrastructures de soin

Quelles sont les infrastructures nécessaires aux villes et régions de soin ? Ce document rassemble les contributions à la deuxième étape du processus GOLD VII. Issues de contextes géographiques et institutionnels variés, elles offrent un aperçu approfondi de la manière dont les gouvernements locaux et régionaux, en partenariat avec d'autres acteurs, créent les fondements physiques et environnementaux, renforcent le tissu social et conçoivent les mécanismes institutionnels, financiers et de gouvernance collectifs nécessaires pour faire progresser le soin.

Les infrastructures nécessaires pour les villes de soin

En tant qu'aspiration et source d'inspiration, l'agenda du « soin » appelle à des efforts collectifs pour se concrétiser. Pour le mouvement municipaliste, il s'agit d'une « perspective qui nous invite à passer d'une économie axée sur le profit et la consommation à une économie centrée sur les besoins et les aspirations sociales, et qui place au centre le devoir de réparation du secteur public envers les groupes et les personnes qui se trouvent à l'intersection des inégalités et de l'exclusion »¹. Pour être durables, les initiatives de soin ont besoin de structures physiques, sociales et de gouvernance capables de soutenir la reproduction de formes plus justes de vie collective et personnelle. **La concrétisation d'une telle vision repose sur ce que nous désignons ici comme les « infrastructures de soin ».**

Ce document de synthèse rassemble un ensemble croissant de connaissances accumulées par les contributeurs de GOLD VII et le mouvement municipaliste à cet égard. Alors que la première

étape du processus GOLD VII s'est attachée à définir la signification du soin pour le mouvement municipaliste et à expliquer pourquoi des villes et des territoires du soin sont essentiels à la construction de sociétés plus justes, démocratiques et durables, cette étape s'est concentrée sur l'exploration des infrastructures locales nécessaires à la réalisation de l'agenda de soin. Les contributions à cette deuxième étape présentent un large éventail d'infrastructures de soin que les gouvernements locaux et régionaux peuvent mobiliser – et, dans de nombreux cas, mobilisent déjà – pour fournir des services publics locaux et des « nouveaux éléments essentiels »², assurer le bien-être des personnes, prendre soin de l'environnement et faire progresser les efforts de réparation dans une perspective de soin. En promouvant ces infrastructures en partenariat avec d'autres, les gouvernements locaux démontrent leur engagement et leur capacité à prendre soin des personnes et de la planète, tout en soulignant les défis que comporte une telle démarche.

1. IIED et CGLU (2025) « Le soin en tant qu'aspiration et inspiration. Document de synthèse – Première étape ». Journal multimédia GOLD VII : Économies de l'égalité et de soin. Disponible à : <https://uclg.org/wp-content/uploads/2025/05/sp-Conclusion-informe-1a-fase-8-may.pdf>

2. Le concept de « nouveaux éléments essentiels » a été utilisé par CGLU pour enraciner les services que les gouvernements locaux fournissent en réponse à l'évolution des besoins. Pour plus d'informations, voir : CGLU (s.d.) « Nous Prenons Soin. Pacte pour les Personnes ». Disponible à l'adresse : <https://uclg.org/fr/wecare/personnes/>.

Que sont les infrastructures de soin ?

Les infrastructures de soin désignent les espaces physiques, sociaux et de gouvernance qui fournissent le cadre nécessaire à la reproduction de la vie. Elles mettent l'accent à la fois sur le devoir réparateur du secteur public face aux héritages de discrimination et d'exclusion, et sur la refonte de nos relations d'interdépendance entre les personnes et avec la nature. Alors que le rôle des infrastructures suscite un intérêt croissant dans divers débats, le mouvement municipaliste a créé, à travers la notion d'« infrastructures de soin », un espace significatif permettant d'aligner ses programmes et ses aspirations sur les compétences et les capacités existantes des gouvernements locaux. Parler d'« infrastructures » permet de déplacer l'attention des individus vers les systèmes et les efforts collectifs de soin, ceux-ci fournissant un mécanisme clair de redistribution et réduction de la charge du travail de soin. En ce sens, pour les gouvernements locaux les infrastructures englobent à la fois les infrastructures « matérielles », à savoir les structures physiques telles que les bâtiments, les routes, les canalisations, les câbles et les espaces publics, et les infrastructures « immatérielles », faisant référence aux réseaux, aux personnes, aux mécanismes institutionnels, aux chaînes de valeur, aux mécanismes de financement et aux relations entre les acteurs qui façonnent la planification locale, la délibération, la fourniture de services publics et la formation d'un contrat social. Les infrastructures de soin jouent également un rôle essentiel dans la réalisation des droits humains. Elles sont indispensables à la mise en œuvre du soin, considérés par le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme comme « le fondement du bien-être de l'ensemble de la population, des sociétés, des économies et des écosystèmes »³. Mais les infrastructures de soin permettent également la réalisation de droits humains interdépendants, liés, entre autres, au logement, à la santé, à l'éducation et à un environnement sain.

Les gouvernements locaux sont particulièrement bien placés pour utiliser leurs compétences et les outils à leur disposition pour faire progresser les infrastructures de soin à différentes échelles, en les adaptant aux réalités locales et en les orientant vers les lieux et les communautés qui ont été historiquement marginalisés ou exclus de la prestation des services publics et des délibérations. Ces infrastructures de soin sont le résultat d'un ensemble de plusieurs fonctions qui, ensemble, rendent possible la mise en œuvre de l'agenda de soin :

- **Les fondements physiques du soin**, qui fournissent les bases matérielles et environnementales pour un accès plus juste et durable aux services – notamment aux « nouveaux éléments essentiels » des services publics –, ainsi qu'aux formes de soutien collectif et mutuel garantissant le bien-être de tous, en particulier dans les territoires qui ont été historiquement exclus.
- **Le tissu social, qui soutient et renforce les systèmes de protection sociale et d'aide**, y compris les réseaux sociaux et les liens de solidarité qui fournissent des soins, ainsi que les efforts publics visant à redistribuer la charge du travail de soin.
- **Les mécanismes institutionnels, financiers et de gouvernance** qui permettent de définir collectivement l'accès aux soins dans le cadre d'un contrat social, y compris les espaces de délibération et les structures de gouvernance qui génèrent des définitions collectives et une coresponsabilité entre les individus, les communautés et la planète.

Ces dimensions — physiques, sociales et institutionnelles — ne fonctionnent pas de manière isolée : elles sont profondément interconnectées et, ensemble, elles constituent les fondations des sociétés du soin, permettant la pleine réalisation des droits.

3. HCHD (s.d.) « Thèmes. Soins et assistance ». Disponible à l'adresse : <https://www.ohchr.org/fr/topic/care-and-support>

Comment les villes prennent-elles soin ?

Infrastructures et stratégies clés

Les villes et les territoires de soin ont pour mission de promouvoir et de développer plusieurs infrastructures permettant la réalisation d'un tel agenda. Bon nombre de ces actions relèvent des compétences des gouvernements locaux, et c'est en combinant plusieurs d'entre elles qu'il devient possible de concrétiser l'aspiration à mettre l'accent sur « **le devoir réparateur du secteur public** ». En outre, la création de ces infrastructures constitue

également un espace stratégique dans lequel les gouvernements locaux peuvent démontrer leur rôle « génératif », en stimulant l'innovation et la créativité pour façonner (et être façonnées par) les interactions des habitants avec l'environnement bâti et la nature, renforcer les relations sociales entre les acteurs et transformer les institutions de manière à ce que la prestation des services publics améliore le bien-être collectif.

Les villes de soin garantissent un accès équitable aux infrastructures physiques de soin

Guidées par les principes d'égalité, de proximité, et d'accessibilité financière et physique, les bases matérielles du soin sont les conditions matérielles et environnementales permettant la promotion du soin et l'accès équitable aux services et aux nouveaux éléments essentiels pour tous, en particulier dans les territoires, les quartiers et les régions qui ont été historiquement marginalisés ou laissés pour compte. **Les gouvernements locaux font progresser ces formes d'infrastructures à travers plusieurs leviers :**

En assurant directement les fondements matériels du soin: Les gouvernements locaux ont les compétences nécessaires pour agir directement sur le terrain en créant un environnement bâti et naturel propice à la mise en œuvre du soin. Dans l'ensemble, les stratégies d'amélioration des quartiers informels, les initiatives d'améliorations participatives des quartiers, le recours à des solutions fondées sur la nature, la renaturation et les interventions de réduction des risques de catastrophe constituent le fondement physique de l'agenda de soin. Parmi les exemples emblématiques d'approches intégrées visant à renforcer ces bases physiques, on peut citer les programmes de rénovation des quartiers de Medellín (Colombie) ou les *Manzanas del Cuidado* (blocs de soins) de Bogotá (Colombie), ou encore le réseau UTOPIAS à Iztapalapa (Mexique). De nombreux gouvernements locaux poursuivent un travail souvent invisible mais essentiel, en investissant dans les infrastructures locales, en mettant en œuvre des budgets participatifs, et en entretenant et améliorant les infrastructures quotidiennes. Grâce à des interventions physiques, des améliorations telles que le projet Manzana Verde à Málaga (Espagne) ou le projet Reclaiming Streets dans la région de Marmara (Turquie) visant à promouvoir les rues piétonnes, permettent aux villes de prendre soin des personnes et de la planète. Les principaux projets d'infrastructure réalisés par les gouvernements locaux comprennent l'eau et l'assainissement, avec diverses stratégies mises en place pour cibler des groupes spécifiques ou accroître l'efficacité de la prestation. En outre, les gouvernements locaux sont parfois en mesure de fournir directement des logements destinés à des groupes spécifiques, comme le programme de Tshwane (Afrique du Sud) visant à construire des maisons spécialement destinées aux personnes handicapées et aux personnes âgées. De nombreux gouvernements locaux peuvent également recourir à des mécanismes de renaturation pour fournir des soins, par exemple en restaurant des zones humides ou en créant des corridors verts, et combinant action climatique et formation, à l'image de l'initiative *Sustainable Microgardens* (agriculture urbaine) dans la paroisse de Gayaza (Ouganda).

En reconnaissant et facilitant la mise en place des bases matérielles du soin: Les gouvernements locaux ne fournissent pas toujours directement des services, mais ils peuvent soutenir les acteurs locaux qui le font. Partout dans le monde, les mobilisations communautaires fournissent les bases matérielles du soin, en particulier

pour les populations historiquement marginalisées. Dans ce contexte, le devoir des gouvernements locaux est de soutenir, protéger et renforcer leurs actions. Parmi les exemples clés, citons les initiatives de production sociale d'habitat et de logement collaboratif, comme l'illustrent la coopérative Kampung Susun à Jakarta (Indonésie) ou le projet Ékoumène à Brest (France), mais aussi le renforcement des moyens de subsistance ou les initiatives locales de sécurité alimentaire, telles que les jardins communautaires du Groupe d'agriculture urbaine (MAU) de São Paulo (Brésil). La facilitation de ces formes d'initiatives locales est un autre moyen pour les villes et les territoires de faire progresser les infrastructures de soin. Elle peut prendre de nombreuses formes selon le contexte, allant du soutien technique ou financier pour assurer leur durabilité ou leur développement, à la simplification des processus bureaucratiques et à l'adaptation des réglementations afin de mieux refléter leurs besoins. Ces actions permettent également d'aider les gouvernements locaux de mettre en place des incitations et des réglementations pour encourager la création des fondements physiques du soin par d'autres acteurs. Un exemple notable est l'exigence de 30 % de logements sociaux à Barcelone (Espagne).

En coordonnant la mise à disposition d'infrastructures physiques à plusieurs niveaux et au sein d'un même niveau: Les gouvernements locaux jouent un rôle central dans la coordination des services qui peuvent dépasser leurs frontières, du transport à l'action climatique, en passant par les initiatives de renaturation dans une perspective de soin. Les exemples de villes-régions travaillant ensemble dans l'élaboration des plans communs dans la région des trois États de New York (États-Unis), la province de Gauteng (Afrique du Sud), la ville de Surabaya (Indonésie) ou les Pays-Bas illustrent particulièrement bien le pouvoir d'une telle coordination. Les villes et les régions peuvent également mettre en place des mécanismes pour coordonner les politiques et les programmes de soin au sein de leur propre juridiction, comme le réseau PILARES (Points d'innovation, de liberté, d'art, d'éducation et de connaissance) à Mexico (Mexique), qui a créé 20 centres communautaires gratuits dans des zones caractérisées par de forts taux de pauvreté et d'exclusion sociale.

Les villes de soin soutiennent et renforcent les filets de protection sociale

Même lorsque les infrastructures physiques sont en place, il est nécessaire de mettre en place le tissu social, les capacités institutionnelles et les procédures permettant de mettre en œuvre le soin. Cela est particulièrement important pour atteindre les personnes et les communautés touchées par la discrimination et l'exclusion. Les principes de solidarité et de confiance mutuelle établis grâce à ces mécanismes constituent la base des relations de soin : entre les résidents et l'État, au sein des communautés, et dans la relation avec la nature. Compte tenu des différentes façons dont les infrastructures de soin sont adaptées aux différents groupes, **les gouvernements locaux font progresser ces formes d'infrastructures :**

En fournissant un soutien social en combinant des approches universelles et ciblées qui atteignent les groupes marginalisés et exclus: Dans le cadre de leurs activités quotidiennes, les gouvernements locaux recherchent des moyens d'atteindre les personnes et les groupes ayant besoin d'une attention et d'un soutien particuliers. Ils peuvent combiner des approches globales en matière de soin avec des programmes ciblés destinés à des groupes spécifiques et adaptés au contexte local. C'est le cas à Tours (France), où une stratégie transversale de prévention en matière de santé est complétée par des dispositions politiques en faveur des quartiers prioritaires dans le cadre du Contrat local de santé. Il existe de nombreux exemples d'initiatives ciblant différents groupes : León (Mexique) encourage l'utilisation du vélo par les femmes et les filles ; Johannesburg (Afrique du Sud) met en place des programmes ciblés pour soutenir la santé et le bien-être des personnes âgées grâce à une combinaison de services physiques et sociaux ; et diverses villes, de Quezon City (Philippines) à Lisbonne (Portugal) et Guayaquil (Équateur), offrent aux migrants des services de soutien intégrés. Les gouvernements locaux s'efforcent également de mettre en place de nouveaux moyens d'assurer les filets sociaux ou de développer des projets pilotes créatifs qui améliorent les moyens de subsistance et l'économie locale : différents types de restaurants publics dans des villes de Pologne, du Brésil, d'Inde et de Turquie, ou des monnaies locales à Maricá (Brésil), Viladecans (Espagne) et Sint-Niklaas (Belgique), illustrent les mesures mises en œuvre par les gouvernements locaux pour favoriser des projets mieux adaptés aux besoins et aux réalités des populations.

En reconnaissant, entretenant et renforçant les systèmes de soutien sociaux et naturels existants: Souvent, les communautés organisées et la société civile sont en première ligne pour entretenir les liens de solidarité qui soutiennent le tissu social et économique local. Le rôle des gouvernements locaux commence par reconnaître et soutenir ces efforts, voire parfois par renoncer à les criminaliser. Les processus de production sociale de l'habitat ou de développement d'économies populaires et solidaires, par exemple, s'accompagnent fréquemment d'un tissu social riche, qui constitue la base du soin et des moyens de subsistance locaux, ainsi que de la gestion collective des ressources naturelles et des réseaux sociaux dépassant le cadre strict de la production de logements. Il est également important de souligner que les réseaux de migrants et de diasporas ne sont pas seulement des bénéficiaires de soin, mais qu'ils soutiennent souvent aussi des systèmes de soin et de solidarité quotidiens qui offrent des possibilités de partenariat. Les efforts des gouvernements locaux dans ce sens nécessitent également une reconnaissance de différentes sources de connaissances, pratiques culturelles et écologiques en matière de soin dans les communautés. Cela se reflète dans des initiatives sectorielles variées, telles que les efforts de préparation aux risques de catastrophe des villes indonésiennes, inspirés par les chants et la culture indigènes, ou les efforts pionniers du Brésil en matière de gestion inclusive des déchets solides, utilisant des fonds locaux pour soutenir les coopératives de ramasseurs de déchets.

En prenant soin des soignants et des bénéficiaires de soin: Dans le cadre du processus de redistribution de la charge des soins, les gouvernements locaux sont également en mesure de fournir une large gamme de services aux soignants traditionnels, qui sont essentiels au renforcement des filets de protection sociale et qui constituent un groupe sous-estimé, composé en grande partie de femmes et de filles, ainsi que de migrants dans de nombreux contextes. La crèche du marché Makola à Accra (Ghana), par exemple, permet aux femmes commerçantes de travailler pendant que leurs enfants sont pris en charge. De même, les partenariats entre le gouvernement d'Odisha (Inde) et les groupes d'entraide de femmes et de personnes transgenres travaillant dans le domaine de l'assainissement contribuent à lutter contre la stigmatisation au sein de la population. Par exemple, la politique « Co-cuidado » à Villa Carlos Paz (Argentine) fournit des services complets destinés à soutenir les femmes et les filles, historiquement porteuses du poids des activités de soin. En outre, certaines initiatives dans des villes comme Ormoc (Philippines) combinent des services essentiels tels que le logement avec une formation aux moyens de subsistance et le développement des compétences pour les soignants. Les villes qui prennent soin des soignants et des bénéficiaires de soin soulignent également de plus en plus l'importance des considérations relatives à la santé mentale, en intégrant les services de santé mentale dans d'autres structures de soutien social.

Les villes de soin façonnent collectivement le contrat social et les institutions chargées du soin

Le passage de la responsabilité individuelle à la responsabilité collective en matière de soin représente également une transformation des modes de prise de décision et de la manière dont la valeur et l'impact des politiques sont mesurés. Les gouvernements locaux du soin acceptent la nécessité de reconnaître, de protéger et de soutenir l'engagement des différents acteurs dans la définition, la fourniture et la réception du soin. Cela implique de s'engager dans des processus de transformation des mécanismes de gouvernance, des institutions et des processus décisionnels. **Les gouvernements locaux du soin font progresser ces formes d'infrastructures** de plusieurs formes:

En institutionnalisant la responsabilité collective et publique du soin: L'engagement en faveur du soin est plus efficace lorsqu'il est intégré par les institutions chargées de leur conception, de leur développement et de leur mise en œuvre. Cela implique notamment d'intégrer des questions telles que la migration, le vieillissement, l'égalité des genres et la santé, entre autres, dans tous les domaines politiques, dans une perspective intersectionnelle. Certains gouvernements locaux sont à l'avant-garde de l'ancrage du droit au soin au cœur de leurs plans de développement, comme l'a fait la Constitution de 2017 de Mexico (Mexique), et qui affirme également explicitement son soutien à des approches axées sur le soin, comme la production sociale d'habitat ou le droit aux espaces publics. De nombreuses villes utilisent des principes qui reflètent

la responsabilité collective de prendre soin pour guider leurs actions, comme la « compassion » ou l'« inclusivité » dans les « villes créatives » indonésiennes. D'autres exemples illustrent des propositions concrètes visant à promouvoir des infrastructures de soin soutenues par un financement adéquat dans différents domaines de la vie quotidienne, notamment le logement dans la loi provinciale sur l'accès équitable à l'habitat à Buenos Aires (Argentine), la gestion de l'eau et les infrastructures résilientes dans les villes des Pays-Bas, ou la prise en charge collective des écosystèmes grâce à la stratégie Waiwhakaata à Otago (Nouvelle-Zélande). L'intégration de la prise en charge dans les structures juridiques et politiques permet une planification à plus long terme et une cohérence dans l'élaboration des politiques, ainsi que l'identification des lacunes éventuelles dans les politiques publiques existantes, telles que la sécurité alimentaire. Il est important de noter que la responsabilité collective de la prise en charge s'étend également à la planète et aux générations futures ; les processus de renaturalisation en tant que pratique de soin démontrent l'importance de restaurer les relations entre les communautés et les écosystèmes, qui à leur tour garantissent le droit à un environnement sain à l'avenir. Enfin, une étape cruciale pour passer de la norme à la pratique consiste néanmoins à s'assurer que les responsables des gouvernements locaux puissent mettre ces principes en pratique ; les municipalités de la région de Marmara (Turquie), par exemple, mettent en œuvre des programmes de formation et de mentorat destinés aux responsables locaux et aux décideurs.

En fournissant des espaces de co-création pour définir et assurer le soin : Une contribution cruciale des gouvernements locaux à un contrat social renouvelé en matière de soin consiste à créer et à maintenir des processus permettant de définir collectivement la prestation du soin. La participation significative des différents acteurs découle de la reconnaissance que les jeunes, les femmes, les migrants, les communautés racialisées et indigènes, les travailleurs informels et d'autres groupes possèdent des connaissances précieuses sur leurs besoins et la manière d'y répondre, et peuvent participer activement à la promotion des infrastructures de soin. Les gouvernements locaux jouent un rôle important dans la conception d'espaces formels inclusifs pour la prise de décision, tout en protégeant et en valorisant les espaces informels que les communautés elles-mêmes ont créés pour résoudre leurs problèmes. Les exemples de ces mécanismes sont divers et variés, et comprennent les méthodologies de coproduction utilisées pour améliorer le quartier informel de Mashimoni au Kenya, l'Assemblée participative sur le climat à Hobart (Australie) ou l'institutionnalisation des conseils de jeunes au sein des gouvernements locaux aux Philippines. Les gouvernements locaux peuvent également expérimenter différentes formes de copropriété des services publics, telles que les comités locaux de l'eau au Bénin, la conception participative d'espaces publics à Katowice (Pologne) et de programmes d'éducation à l'environnement à Cascais (Portugal) et Curitiba (Brésil), ou encore des propositions de partenariats publics-privés visant à transformer la gouvernance des politiques ayant un

impact local, comme l'industrie pharmaceutique, afin de s'éloigner des systèmes axés sur le profit. Le mouvement municipaliste s'engage également de plus en plus dans des échanges internationaux d'expériences et des réseaux de solidarité entre les villes, tels que CGLU, l'Alliance mondiale pour les soins ou la participation à la Time Use Initiative. Les échanges et l'apprentissage peuvent se traduire par des interventions axées sur des questions spécifiques, comme le Réseau des villes créatives d'Indonésie.

En promouvant la coproduction inclusive de connaissances pour un suivi efficace des cadres de soin :

La conception, la mise en œuvre et le suivi des agendas de soin nécessitent des approches plus ouvertes et coproduites, qui garantissent qu'ils répondent aux besoins et aux aspirations des populations généralement invisibilisées ou exclues du processus décisionnel. Les gouvernements locaux peuvent jouer un rôle actif dans la promotion de méthodologies et d'exercices de collecte de données plus inclusifs pour la conception et le suivi des politiques de soin. Dans le domaine de l'action climatique, il est de plus en plus important de renforcer la préparation aux risques de catastrophe en combinant les données scientifiques, les connaissances traditionnelles et les informations sur les conditions de vie des habitants. C'est le cas, par exemple, de certains plans de prévention des risques de catastrophe en Indonésie ou à Otago (Nouvelle-Zélande) pour la stratégie de gestion du lac Hayes. La production de connaissances peut être intégrée dans des projets à différentes échelles ; dans la coopérative « Le Ruisseau » à Epiniac (France), un observatoire de la biodiversité cherche à faire progresser les connaissances en matière d'agriculture et d'écologie. Changer les mentalités en matière de soin nécessite également d'adapter les mesures et la collecte de données, par exemple, en recueillant des données sur l'utilisation du temps pour éclairer les politiques à Bolzano (Italie), en mesurant les impacts au-delà du PIB et en tenant compte des expériences vécues. De même, la reconnaissance et l'utilisation de données désagrégées et de recommandations issues de formes de cartographie menées par les communautés constituent un outil essentiel pour permettre aux gouvernements locaux de démocratiser la compréhension des besoins en matière de soin. Cela a été réalisé dans différents contextes : à Mendoza (Argentine) pour comprendre les vulnérabilités, à Paris (France) pour recueillir des données sur les jeunes, dans les quartiers informels des villes d'Afrique subsaharienne grâce à un recensement et une cartographie collectifs menés par des fédérations de pauvres urbains, ou encore par le biais de partenariats avec des organisations telles que HomeNet Thailand et WIEGO, qui ont interrogé plus de 1 000 travailleurs informels afin d'évaluer les impacts des chaleurs extrêmes sur leurs conditions de travail. Ensemble, ces efforts permettent aux gouvernements locaux de mieux évaluer les données fiables sur l'accès aux services, les besoins et les réseaux de soin, ainsi que les conditions de logement et les conditions urbaines de manière plus générale, et d'atteindre les personnes et les lieux situés à l'intersection des inégalités et des exclusions.

Recommandations

Combinant des facteurs physiques, sociaux et de gouvernance, les infrastructures de soin peuvent être adaptées à chaque réalité locale et aux besoins spécifiques des différents groupes de population. Elles doivent également refléter et, si possible, renforcer les compétences et les capacités des gouvernements locaux à fournir des services publics, y compris les nouveaux éléments essentiels. Lorsqu'ils examinent leurs politiques et leurs systèmes pour développer des villes et des territoires plus solidaires, les gouvernements locaux doivent tenir compte des éléments suivants :

- **Faire du soin une priorité transversale et créer des liens entre les différents programmes.** Considérer le soin comme une priorité plutôt que comme un secteur implique de mobiliser ses principes dans d'autres agendas, départements et budgets sectoriels, tels que l'action climatique, les migrations, le logement, la culture, le développement économique, l'éducation, l'alimentation et la santé, parmi de nombreux autres domaines politiques. Ce n'est qu'en intégrant le droit aux soins dans les politiques et les programmes de tous les secteurs qu'il sera possible de garantir la disponibilité des ressources et des mécanismes nécessaires à sa réalisation. Cela nécessite également de développer les compétences et les capacités des agents et des professionnels locaux de manière à intégrer le soin comme principe moteur de la formulation et de la mise en œuvre des politiques. Cela inclut également le soutien au personnel municipal, qui constitue un élément clé de l'écosystème du soin, en garantissant des conditions de travail équitables et leur bien-être, et en facilitant les opportunités de co-création.

- **Tirer parti des ressources et compétences propres.** De nombreuses compétences existent déjà en matière de services de base, d'autorisations, de planification, d'incitations, etc. Une coordination stratégique permet de mettre ces atouts au service du développement des infrastructures de soin. Les gouvernements locaux devraient s'appuyer sur ces compétences et ressources, tout en reconnaissant que, malgré leur rôle crucial, elles ne peuvent pas, à elles seules, promouvoir ces infrastructures. D'autres acteurs comme les gouvernements nationaux, les bailleurs de fonds, la société civile, les entreprises, les fondations et les chercheurs, peuvent apporter des ressources complémentaires en termes de financement, de capacités techniques et de relations. Cela exige une coordination continue – notamment entre les métropoles et sur les questions qui transcendent les juridictions – et une ouverture d'esprit pour identifier les complémentarités et les opportunités communes.

- **Reconnaître, renforcer et soutenir ce qui existe.** La mise en œuvre d'un agenda de soin repose sur des systèmes de confiance qui s'appuient sur les relations, les idées et les capacités de la société. De nombreuses actions de soin, réseaux de soutien et infrastructures sont déjà mis en place par les communautés elles-mêmes, notamment par les soignants traditionnels, les travailleurs du secteur informel, les migrants, les femmes et les jeunes. De même, de nombreux principes de soin façonnent déjà les relations sociales, ancrés dans l'histoire de la résistance et de la réparation ainsi que dans les savoirs indigènes, et dynamisent l'économie grâce aux économies populaires, sociales et solidaires. Les gouvernements locaux ont un rôle important à

jouer en matière de leadership : en développant des moyens d'améliorer les infrastructures de soin pour soutenir et compléter ces cadres, principes et actions existants, notamment par la création de partenariats public-communauté. Cela peut se faire en garantissant la sécurité d'occupation des communautés de soin ; en assurant la sécurité économique des soignants ; en fournissant un financement stable et une reconnaissance juridique aux initiatives communautaires ; en réduisant les formalités administratives et en encourageant l'adoption d'économies durables et solidaires ; entre autres.

- **Expérimenter des initiatives pilotes ou progressives.** Bien que les gouvernements locaux soient souvent confrontés à des contraintes financières et de capacités, leur rôle ne se limite pas à entreprendre des projets ou des réformes de grande envergure. Ils peuvent également collaborer avec différents acteurs pour tester un large éventail de solutions et soutenir des approches progressives et stratégiques en matière de prestation de services, d'accès au financement ou de production sociale d'habitats, par exemple, par le biais de partenariats public-communauté. Ces initiatives constituent un espace clé pour générer de nouvelles idées, stimuler l'innovation, et remettre en question les formes dominantes de prestation de services qui n'ont pas toujours permis de répondre aux besoins des populations ou de protéger la planète. Grâce à ces initiatives évolutives, les gouvernements locaux peuvent renforcer les efforts locaux ou expérimentaux, puis mobiliser davantage de ressources et de financements pour étendre et perfectionner les initiatives fructueuses.

- **Utiliser les connaissances locales pour identifier les lacunes et évaluer l'impact.** La prise en charge n'est pas linéaire : elle exige d'adapter les politiques aux différents contextes et phénomènes, et de veiller à ce que les besoins de chacun soient pris en compte de manière appropriée et que les principes de réparation soient mis en œuvre. Les gouvernements locaux ont un rôle essentiel à jouer dans la collaboration avec les gouvernements nationaux, les communautés, les bailleurs de fonds et les entreprises privées pour recueillir des données précises et élaborer des méthodologies et des indicateurs permettant d'évaluer les nouveaux services essentiels pour promouvoir des économies d'égalité et de soin. Il est important de souligner que cela implique également de valider et de reconnaître les données produites par les communautés elles-mêmes, car elles constituent le compte rendu le plus fiable des besoins et aspirations concrets.

Liste des contributions de l'étape 2

Davide Cerella, Kashish Gupta, Alice Lord et Théo Mureau (Sciences Po Paris) - Supervisé par Julia Ladret. Care and Youth.

Cités et Gouvernements Locaux Unis. Future Envisioning Exercise: Towards Cities and Territories that Care for and with all People and the Planet.

Bertie Russell et Keir Milburn (Abundance). Careful Infrastructures: Public-Common Partnerships for a City that Cares.

Centro Iberoamericano de Desarrollo Estratégico Urbano (CIDEU). Incorporating the Right to Care in Strategic Urban Planning.

Florence Roger et Aude Sivigny (Tours). Governing with Care: The City of Tours' Integrated Approach to Municipal Health and Urban Wellbeing.

Global Water Operators' Partnerships (GWOPA/UN-Habitat). Delivering Clean Water and Safely Managed Sanitation: How Water and Sanitation Utilities Advance Caring Cities.

Diana Wachira, Irene Fuertes, Sophia Torres et Yolande Hendler (Habitat International Coalition Secretariado General). Enabling care through Social Production of Habitat.

Michèle Cauletin (Habitat Participatif France), et Pascale Bourgeaiseau et Annie Le Roux (Hal'âge). Participatory housing, living with care?

Ester Barinaga (Lund University). Municipal Currencies as Care Infrastructures.

Görsev Argın Uz et Ayşe Göç Yalçinkaya (Marmara Municipalities Union). Centering Care in Shaping Urban Futures.

Abigail McCall et Anna Chworow (Nourish Scotland). Public restaurants: Public infrastructure for the right to food.

Otago Regional Council et Waiwhakaata Strategy Group. Restoring Waiwhakaata/Lake Hayes: A Community-led Path to Freshwater Care in Otago, New Zealand.

Amogh Arakali, Aratrika Debnath et Carlos José Celis (The New School). City-Regions and Care Infrastructures: Examining Four Cases of City-Regions in Providing Care Infrastructures.

Marta Junqué Surià et Marc Martorell Escofet (Time Use Initiative). Four infrastructures for transversally managing time and creating caring cities and regions.

Barbara Lipietz et Thaisa Comelli (University College London). Renaturing as a practice of Care: Eschewing exclusionary pitfalls of green and climate policy.

Kelly Agopyan, Lorena Zárate et Sophia Torres (Global Platform for the Right to the City). Co-Creating Caring Cities through Public-Community Partnerships.

Dwinita Larasati, Amira Rahardiani et Qonita Afnani Firdaus (Institut Teknologi Bandung). Culture, Creativity, Care: Community Initiatives for Urban Resilience.

Camila Cociña, Paula Sevilla Núñez et Alexandre Apsan Frediani (International Institute for Environment and Development). Housing as an Infrastructure of Care.

Asociación Internacional de Ciudades Educadoras (AICE). Towards educating and caring cities: (re)considering public spaces and facilities to bolster learning and community ties.

CGLU et la Coalition Locale pour les Personnes Migrantes et Réfugiées. Caring for Those Who Care: Local Care Systems for and with Migrants.

Membres du Research and Innovation Technical Working Group de la Convention mondiale des maires pour le climat et l'énergie. Cities as Ecosystems of Care: Managing Eco-Anxiety and Transforming Consumption and Production Patterns.

Ana Carolina Ogando et Marcela Valdivia (WIEGO). Caring Cities in a Warming World: Building Climate-Resilient Infrastructure for Workers in Informal Employment.

À propos de ce document de synthèse

Ce document fait partie du *Journal Multimédia GOLD VII*. Il a pour objectif de résumer les principaux messages et le contenu de l'étape 2 de GOLD VII, « L'infrastructure nécessaire pour les villes et les territoires du soin ». Il a été préparé par Camila Cociña, Paula Sevilla Núñez et Alexandre Apsan Frediani, chercheurs de l'équipe Housing Justice de l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED), avec le soutien de l'équipe de recherche de CGLU, Anna Calvete Moreno et Matteo Fabris.